

**LES  
CARRÉS**



**2022-2023  
9<sup>e</sup> édition**

# **L'essentiel** de la **BANQUE**

**Tout sur la banque,  
ses mécanismes,  
ses risques  
et son rôle**

**Catherine Karyotis**

 *Gualino* un savoir-faire de  




2022-2023  
9<sup>e</sup> édition

# L'essentiel

de la

# BANQUE

Catherine Karyotis

# LES CARRÉS



Cette collection de livres présente de manière synthétique, rigoureuse et pratique l'ensemble des connaissances que l'étudiant doit posséder sur le sujet traité. Elle couvre :

- le Droit et la Science Politique,
- les Sciences économiques,
- les Sciences de gestion,
- les concours de la Fonction publique.

**Catherine Karyotis**, docteur HDR en sciences de gestion, est Professeur de finance à NEOMA Business School - Campus de Reims où elle dirige le Mastère Spécialisé Analyse Financière Internationale et le programme Objectif Manager en Executive Education.

**Du même auteur, chez le même éditeur :**

## **Collection « Carrés Rouge »**

- L'essentiel de la Bourse et des marchés de capitaux, 10<sup>e</sup> éd. 2022-2023.
- L'essentiel du Private Equity et des LBO, 6<sup>e</sup> éd. 2022-2023 (en coll. C. Bouteiller).

## **Hors collection**

- Analyse financière internationale (sous la dir.), 2020.



© 2022, Gualino, Lextenso  
1, Parvis de La Défense  
92044 Paris La Défense Cedex  
ISBN 978-2-297-17625-5

Suivez-nous sur



[www.gualino.fr](http://www.gualino.fr)

Contactez-nous [gualino@lextenso.fr](mailto:gualino@lextenso.fr)

# PRÉSENTATION

Les banques sont le passage obligé du financement d'une économie. Sans les banques, pas de financement ; sans financement, pas de capacité d'investissement des entreprises car l'autofinancement ne suffit plus. Sans les banques, pas de support pour accueillir l'épargne des ménages.

Pour ne parler que de la France, selon la Fédération Bancaire Française (FBF), 99 % des Français ont un compte bancaire, représentant 78 millions de comptes répartis sur environ 35 000 agences bancaires et 48 710 guichets automatiques et distributeurs de billets en 2021.

Le taux d'épargne des Français reste élevé, 21,4 % en 2021. Aussi, l'encours total des dépôts à vue atteint-il 2 700 Mds€ en France, chiffre inédit comparé aux crédits qui totalisent un encours de même montant. En matière de gestion de moyens de paiement, on relève 23 milliards d'opérations de paiement, 75 millions de cartes de paiement en France pour effectuer la moitié des paiements.

Finalement, le secteur bancaire fait état de 363 000 salariés fin 2020 (370 300 en 2017), contribuant à 2,4 % de la valeur ajoutée produite en France (2,5 % en 2017).

Les banques sont bousculées depuis plusieurs années et doivent se réinventer face aux nouveaux entrants.

Elles sont aujourd'hui face aux nouveaux risques apparus à l'échelle mondiale, la crise sanitaire, la guerre, le tout sur fond de crise écologique. Les banques font donc partie des acteurs essentiels et catalyseurs des transitions actuelles.

Dans cet ouvrage, nous présentons les *éléments de base du système bancaire français*. Le Chapitre 1 expose le *rôle (historique) d'une banque* dans une économie, à savoir la collecte des dépôts et l'accord des crédits et la gestion des moyens de paiement, qui n'est autre que le métier historique d'intermédiation des banques puis il aborde leur rôle dans la création monétaire.

Le Chapitre 2 replace *les établissements financiers dans l'environnement macroéconomique et réglementaire français*. À cette fin, il part de la *loi bancaire* du 24 janvier 1984 pour présenter ensuite les autorités de tutelle françaises et internationales et retrace l'évolution des lois et directives.

Le Chapitre 3 montre que *les risques sont nombreux dans les métiers bancaires* et rappelle, malgré la crise financière, combien l'activité bancaire est réglementée *via* les ratios qu'on appelle Bâle I, II et III et suite, même si de nouveaux risques sont apparus, comme le risque climatique ou les cyberattaques.

Le Chapitre 4 aborde quelques *éléments comptables pour expliquer en quoi un bilan de banque est inversé par rapport à celui d'une société classique*, et fait enfin état de quelques indicateurs financiers tels que le fameux RoE – *Return on Equities*.

Le Chapitre 5 retrace l'historique des *crises financière, sanitaire et géopolitique*, pour montrer les solutions apportées par le système bancaire et ses autorités de tutelle, la Banque Centrale Européenne notamment.

Le Chapitre 6 montre pourquoi et comment les *business models des banques* sont en cours de modification, plus particulièrement encore depuis l'arrivée de nouveaux entrants, *Fintech* et *neo-banques*.

Enfin le Chapitre 7 reprend les principaux termes qu'il expose sous forme d'un *glossaire*.

Et si l'ouvrage démarre par une explication qui s'assimile à un cas d'école pour expliquer le fonctionnement global d'une banque, il se termine par les grands enjeux bancaires et financiers actuels pour conclure sur la nécessité absolue de remettre la finance au service de l'économie et des hommes avec la grille de lecture des Objectifs de Développement Durable édictés par les Nations Unies.

Le livre s'adresse donc à toute personne, étudiant, citoyen ou nouveau collaborateur de banque qui cherche à comprendre les méandres d'un monde si souvent décrié à cause d'un amalgame trop rapide fait depuis la crise financière, et pourtant si indispensable à tout progrès économique. Il tente tout simplement de *rendre lisible un univers trop complexe pour le non-initié, de démythifier l'un des acteurs essentiels du système financier mondial*.

Aujourd'hui, les banques doivent obligatoirement être au service de l'économie réelle, de la société et de la planète.

# PLAN DE COURS

<b>Présentation</b>	<b>3</b>
<b>Introduction – Une banque démarre son activité sans un euro de dépôt</b>	<b>13</b>
<hr/>	
<b>Chapitre 1 – Banque et économie</b>	<b>17</b>
<hr/>	
<b>1 – La notion d'établissement de crédit</b>	<b>17</b>
<b>2 – Inter médiation et activités de financement</b>	<b>18</b>
■ <i>Le compte</i>	19
a) Le droit au compte	19
b) Les différents types de comptes	19
c) Le compte Nickel	20
d) Shine : des comptes aux crédits	20
e) Helios : une néo-banque éco-responsable	21
f) Le concept de neo-banque et l' <i>open banking</i>	21
■ <i>La collecte des dépôts</i>	25
a) Les dépôts à vue	26
b) Les dépôts à terme	26
c) Le cas particulier de l'épargne logement	27
d) Statistiques dépôts	27

■ <i>Les crédits</i>	28
a) Les crédits aux particuliers	28
b) Les crédits aux entreprises	33
■ <i>La marge d'intermédiation</i>	39
<b>3 – La gestion des moyens de paiement</b>	<b>40</b>
■ <i>Les différents moyens de paiement</i>	40
■ <i>Les systèmes de paiements</i>	41
a) Le système de petit montant	41
b) Le système de gros montant	42
<b>4 – La banque et la création monétaire</b>	<b>43</b>
■ <i>La notion de monnaie</i>	43
■ <i>Les contreparties de la masse monétaire</i>	45
a) Les créances nettes sur l'extérieur	45
b) Le crédit interne	45
■ <i>Un pouvoir de création monétaire limité</i>	46
<b>5 – Les crypto-monnaies</b>	<b>46</b>
■ <i>La notion de crypto-monnaie</i>	46
■ <i>La blockchain : aperçu</i>	48
■ <i>Le projet de crypto-monnaie de la Banque de France</i>	50
<b>Chapitre 2 – Banque et environnement macroéconomique et réglementaire</b>	<b>51</b>
<b>1 – De la loi bancaire de 1984 à l'Europe bancaire</b>	<b>51</b>
■ <i>Les différentes catégories d'établissements</i>	57
a) Les établissements de crédit	57
b) Les prestataires en services d'investissement	58
c) Les prestataires de services de paiement	58
■ <i>Les autorités de tutelle</i>	59
a) Le système européen des banques centrales	60
b) Les autorités de tutelle européennes et internationales	62
c) L'Union bancaire et le Paquet bancaire	63
d) Les autorités de tutelle françaises	67



<b>2 – Les évolutions macroéconomiques</b>	<b>69</b>
■ <i>L'économie de marché</i>	69
■ <i>Le développement du marché interbancaire</i>	70
■ <i>La politique monétaire en période normale</i>	72
a) <i>Les opérations d'open market</i>	73
b) <i>Les facilités permanentes</i>	74
c) <i>Les réserves obligatoires</i>	74
<b>Chapitre 3 – Banque et risques</b>	<b>77</b>
<b>1 – La typologie des risques</b>	<b>78</b>
■ <i>Le risque de crédit</i>	78
■ <i>Le risque de liquidité</i>	79
■ <i>Le risque de taux</i>	79
■ <i>Le risque de change</i>	82
■ <i>Le risque de marché</i>	82
■ <i>Le risque souverain</i>	83
■ <i>Le risque opérationnel</i>	83
■ <i>Le cyber risque</i>	84
■ <i>Le risque climatique</i>	85
■ <i>Le risque sanitaire</i>	86
■ <i>Le risque global d'insolvabilité</i>	87
■ <i>Le risque systémique</i>	87
<b>2 – La réglementation</b>	<b>88</b>
■ <i>La réglementation de la Banque des Règlements Internationaux : de Bâle I à Bâle III</i>	88
■ <i>Bâle I</i>	88
■ <i>Bâle II</i>	88
a) <i>Pilier I : exigences minimales de fonds propres</i>	88
b) <i>Pilier II : supervision réglementaire</i>	89
c) <i>Pilier III : communication à destination du marché</i>	89

■ <i>Bâle III</i>	89
a) Pilier I : fonds propres	90
b) Pilier II : couverture des risques	90
c) Pilier III : encadrement de l'effet de levier	91
d) Pilier I : gestion et surveillance des risques	91
e) Pilier V : discipline de marché	92
f) Liquidité	92
■ <i>État synoptique de l'évolution de la réglementation bancaire</i>	93
■ <i>La Directive CRD4 et le Règlement CRR (FBF 13 novembre 2013)</i>	94
■ <i>L'accord historique de décembre 2017 reporté momentanément</i>	95
■ <i>Bâle III et le Covid-19 : assouplissement puis report</i>	96
■ <i>Les stress tests : principes généraux</i>	96
■ <i>Le cas particulier des établissements d'importance systémique</i>	98
■ <i>Les risques vus par le MSU et la SREP</i>	99
■ <i>La lutte contre le blanchiment des capitaux</i>	100
<b>Chapitre 4 – Banque et gestion financière</b>	<b>105</b>
<b>1 – Le bilan et ses documents complémentaires</b>	<b>105</b>
■ <i>Le bilan</i>	105
■ <i>Le hors-bilan et l'annexe des banques</i>	107
<b>2 – Le compte de résultat ou soldes intermédiaires de gestion</b>	<b>109</b>
<b>3 – Les principaux ratios utilisés en gestion</b>	<b>110</b>
■ <i>Le coefficient net d'exploitation</i>	110
■ <i>La marge bancaire globale</i>	111
■ <i>La productivité par agent</i>	111
■ <i>Les indicateurs du coût du risque</i>	111
■ <i>Les indicateurs de performance</i>	111
<b>4 – Exemple de comptes : le bilan et les soldes intermédiaires de gestion des grands groupes bancaires français</b>	<b>111</b>

## **Chapitre 5 – Banque et environnement mondial : de la crise financière aux crises sanitaire et géopolitique** **115**

<b>1 – La crise financière de 2007 : les subprimes et la titrisation comme instrument de propagation</b>	<b>115</b>
■ Les crédits immobiliers américains	115
■ La propagation de la crise via la titrisation	116
■ La titrisation synthétique	118
<b>2 – Rétrospective rapide de la crise de 2008 et suite</b>	<b>118</b>
■ La crise financière stricto sensu	118
■ La crise des dettes souveraines	120
<b>3 – Les banques centrales pendant les crises : les politiques monétaires non conventionnelles</b>	<b>122</b>
■ Les États et la Covid-19	122
■ Les banques centrales : des montants et des opérations inédits en 2008	122
■ Les politiques monétaires non conventionnelles	123
■ La poursuite de ces politiques	125
■ Une divergence : la fin du QE aux USA, des TLTRO en Europe...	126
■ ... une convergence face à la Covid-19	129
■ ... restant une convergence en 2022 mais face à l'inflation	132

## **Chapitre 6 – Une révision du business model des banques** **133**

<b>1 – Les différentes activités bancaires</b>	<b>133</b>
■ Les trois grandes activités	133
■ Les métiers	134
a) Métiers de la banque de réseau : exemples	135
b) Métiers de la banque de financement et d'investissement	136
c) Métiers de l'Asset management	136
d) Métiers des traitements et fonctions supports : exemples	137

■ <i>Les nouveaux métiers</i>	137
■ <i>Une nouveauté : le Banking-as-a-service</i>	140
■ <i>Pour une séparation des métiers ou non</i>	140

<b>2 – Pour une finance au service de l'économie</b>	<b>141</b>
--	------------

<b>Chapitre 7 – Glossaire</b>	<b>145</b>
-------------------------------	------------

---

<b>Bibliographie</b>	<b>159</b>
----------------------	------------

## Liste des principales abréviations

ABCP	<i>Asset Backed Commercial Paper</i>
ABE	Autorité bancaire européenne
ABS	<i>Asset Backed Securities</i>
ACPR	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution
ALM	<i>Asset &amp; Liability Management</i>
AMF	Autorité des marchés financiers
API	<i>Application Programming Interface</i>
BCE	Banque centrale européenne
BCN	Banque centrale nationale
C. mon. fin.	Code monétaire et financier
CDO	<i>Collateral Debt Obligation</i>
CDS	<i>Credit Default Swap</i>
CET 1	<i>Common Equity Tier One</i>
CRD	<i>Capital Requirement Directive</i>
CRR	<i>Capital Requirement Regulation</i>
EONIA	<i>Euro Overnight Interest Average</i>
EURIBOR	<i>Euro Interbank Offered Rate</i>
FBF	Fédération bancaire française
FCT	Fonds commun de titrisation
FED	<i>Federal Reserve Bank</i>
FESF	Fonds européen de solidarité financière
FICP	Fichier des incidents de remboursement des crédits
FMI	Fonds monétaire international
FP	Fonds propres
GSE	<i>Government Sponsored Enterprises</i>
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i>
IS	Impôt sur les sociétés
LCR	<i>Liquidity Coverage Ratio</i>
LDD	Livret de développement durable
LEP	Livret d'épargne populaire
LIBOR	<i>London Interbank Offered Rate</i>
LTRO	<i>Long Term Refinancing Operation</i>
MBS	<i>Mortgage-Backed Securities</i>
MES	Mécanisme européen de solidarité

MRO	<i>Main Refinancing Operation</i>
MSU	Mécanisme de supervision unique
NSFR	<i>Net Stable Funding Ratio</i>
OMT	<i>Outright Monetary Transaction</i>
OPCVM	Organisme de placement collectif en valeurs mobilières
PDCF	<i>Primary Dealer Credit Facility</i>
PELTRO	<i>Pandemic Emergency Longer-Term Refinancing Operation</i>
PIB	Produit intérieur brut
PMI	<i>Purchasing Managers Index</i>
PNB	Produit national brut
PPR	Prêt participatif relance
PTZ	Prêt à taux zéro
QE	<i>Quantitative Easing</i>
RAROC	<i>Risk Adjusted Return on Capital</i>
REFI	Taux de refinancement
ROA	<i>Return on Assets</i>
ROE	<i>Return on Equities</i>
ROI	<i>Return on Investment</i>
RTGS	<i>Real Time Gross Settlement System</i>
SCF	<i>Sepa Card Framework</i>
SCT	<i>Sepa Credit Transfert</i>
SDD	<i>Sepa Direct Debit</i>
SEBC	Système européen des banques centrales
SEPA	<i>Single Euro Payments Area</i>
SMP	<i>Securities Markets Program</i>
SPV	<i>Special Purpose Vehicle</i>
SWIFT	<i>Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication</i>
TAF	<i>Term Auction Facilities</i>
TARGET	<i>Trans-European Automated Real-time Gross Settlement Express Transfer System</i>
TCN	Titre de créance négociable
TLTRO	<i>Targeted Longer-Term Refinancing Operation</i>
TSLF	<i>Term Securities Lending Facilities</i>
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

## Introduction

# Une banque démarre son activité sans un euro de dépôt

---

Le cas présenté ci-après permet de comprendre le fonctionnement général d'une banque mais reste un cas d'école purement théorique.

Imaginons deux individus : l'un, nommé B, souhaitant démarrer une activité de banque en vue de prêter à l'économie, l'autre, nommé E, désirant se constituer entreprise afin de produire un bien donné.

Les étapes sont les suivantes :

- E vient solliciter B pour obtenir un prêt de 10 000 € ;
- B se constitue banque et démarre son activité avec un prêt de 10 000 € à son premier client E. L'enveloppe de 10 000 € que B prête à E représente un emploi à inscrire à son bilan.

***Quelles ressources B peut-il mettre en face de son emploi ?***

E voulant le remercier de ce prêt ouvre un compte de dépôt chez B.

Le bilan de B est équilibré, l'activité bancaire peut démarrer.

Son bilan se présente ainsi :

BILAN DE LA BANQUE B	
Actif	Passif
<div>Prêt 10 000</div>	<div>Compte de dépôt 10 000</div>

*Imaginons cependant que E ne veuille pas ouvrir de compte chez B.*

BILAN DE LA BANQUE B	
Actif	Passif
<div>Prêt 10 000</div>	<div><div><div>Compte de dépôt 10 000</div></div><div>?</div></div>

*On parle de fuite bancaire.*



B doit chercher d'autres ressources : où va-t-il les trouver ?

- auprès de ses actionnaires ;
- auprès du marché obligataire ;
- auprès d'autres banques ;
- auprès de la banque centrale.

BILAN DE LA BANQUE B							
Actif	Passif						
<table><tr><td>Prêt</td></tr><tr><td>10 000</td></tr></table>	Prêt	10 000	<table><tr><td>Actionnaires 800</td></tr><tr><td>Marché obligataire 1 200</td></tr><tr><td>Autres banques 7 000</td></tr><tr><td>Banque Centrale 1 000</td></tr></table>	Actionnaires 800	Marché obligataire 1 200	Autres banques 7 000	Banque Centrale 1 000
Prêt							
10 000							
Actionnaires 800							
Marché obligataire 1 200							
Autres banques 7 000							
Banque Centrale 1 000							
<b>TOTAL = 10 000</b>	<b>TOTAL = 10 000</b>						

*Puis la banque développe son activité*, elle va conquérir d'autres clients qui apportent alors des ressources supplémentaires en matière de dépôts ; la banque pourra ensuite prêter aux autres banques et l'activité est définitivement lancée.

BILAN DE LA BANQUE B	
Actif	Passif
Prêt 10 000	Actionnaires 800
Prêt nouveau 5 000	Marché obligataire 1 200
	Autres banques 7 000
	Banque Centrale 1 000
	Nouveaux comptes de dépôts 5 000
<b>TOTAL = 15 000</b>	<b>TOTAL = 15 000</b>

*Et ainsi de suite...*

Ce sont tous ces principes et ces techniques qui sont expliqués ci-après.

Bien évidemment, ce cas est un cas purement d'école : une banque ne peut pas démarrer son activité sans capital préalable ; un manager ne peut se prévaloir directeur ou président de banque sans avoir prouvé son identité à la Banque de France...

## Chapitre 1

# Banque et économie

*Une opération de banque consiste à collecter des fonds et à accorder des crédits tout en proposant et gérant des moyens de paiement pour la clientèle. C'est le métier historique de la banque qui va, si les dépôts ne suffisent pas à financer les crédits, chercher un refinancement auprès de la banque centrale ou des autres banques sur le marché interbancaire, créant alors de la monnaie.*

### 1 La notion d'établissement de crédit

L'article 1 de la loi bancaire, repris par l'article L. 311-1 du Code monétaire et financier, définit un **établissement de crédit** comme « une personne morale qui effectue à titre de profession habituelle des opérations de banque ».

On appelle **opération de banque** :

- la réception des fonds du public ;
- les opérations de crédit ;
- la mise à disposition et la gestion des moyens de paiement.

En matière de réception de **fonds** du public, sont considérés comme tels les fonds qu'une personne recueille d'un tiers, notamment sous forme de dépôts, avec le droit d'en disposer pour son propre compte, mais charge à elle de les lui restituer (C. mon. fin., art. L. 312-2).

Une opération de **crédit** est un acte par lequel une personne agissant à titre onéreux met ou promet de mettre des fonds à la disposition d'une autre ou prend, dans l'intérêt de celle-ci, un engagement de signature tel qu'un aval, un cautionnement ou une garantie (C. mon. fin., art. L. 313-1).

Sont considérés comme **moyens de paiement**, tous les instruments qui permettent à toute personne de transférer des fonds (C. mon. fin., art. L. 311-3).

Cette notion d'opération de banque a toute son importance car, d'une part, les **établissements de crédit et les sociétés financières en ont le monopole** et, d'autre part, elle permet de

classifier les établissements en fonction de leur habilitation à faire toute opération de banque ou pas. Notons cependant que ledit monopole est progressivement remis en cause, demandant aux établissements de crédit de réviser leur modèle. Citons, à titre d'exemple, les fonds européens d'investissement à long terme (ELTIF) créés par le règlement européen du 29 avril 2015 et entrés en vigueur le 9 décembre 2015. Ces fonds ELTIF ont pour objectif d'apporter des financements long terme à des entreprises non cotées, des PME cotées, ou encore à destination de projets d'infrastructure. Très précisément, seule la réception de fonds remboursables du public entre dans la définition du monopole bancaire au sens de la législation européenne (CRD IV).

Par-delà cette notion d'opération de banque, les établissements de crédit peuvent exercer d'autres activités, pour lesquelles ils n'ont pas le monopole, activités qualifiées de **connexes**, parmi lesquelles on note :

- les opérations de change ;
- les opérations sur or, métaux précieux et pièces ;
- le placement, la souscription, l'achat, la gestion, la garde et la vente de valeurs mobilières et de tout produit financier ;
- le conseil et l'assistance en matière de gestion de patrimoine ;
- le conseil et l'assistance en matière de gestion financière, l'ingénierie financière et, d'une manière générale, tous les services destinés à faciliter la création et le développement des entreprises, sous réserve des dispositions législatives relatives à l'exercice illégal de certaines professions ;
- les opérations de location simple de biens mobiliers ou immobiliers pour les établissements habilités à effectuer des opérations de crédit-bail ;
- les services permettant le versement d'espèces sur un compte de paiement et les opérations de gestion d'un compte de paiement, les opérations de paiement tels que les prélèvements et les paiements par carte et virements ;
- l'émission d'instruments de paiement et/ou acquisition d'ordres de paiement ;
- les services de transmission de fonds ;
- l'émission et la gestion de monnaie électronique (C. mon. fin., art. L. 311-2).

## 2 Intermédiation et activités de financement

L'**intermédiation** est le métier historique de base des banques.

Une banque collecte des fonds au travers de l'activité appelée de **dépôts** qu'elle va ensuite prêter au travers de son activité dite de **crédit**. Si les encours de crédits excèdent le montant des dépôts, la banque va se refinancer au travers du marché interbancaire qui fait partie du marché monétaire.